

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
Cité Administrative
Bât. A
24016 Périgueux

Périgueux, le 02/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Mairie d'Excideuil

Place Roger Célérier
24160 Excideuil

Références : DD/UbD24-47/011/2026
Code AIOT : 0100306957

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/01/2026 dans l'établissement Mairie d'Excideuil implanté ZA la Tuilière 24160 Excideuil. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à un signalement, une visite d'inspection inopinée a été réalisée le 26/01/2026.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Mairie d'Excideuil
- ZA la Tuilière 24160 Excideuil
- Code AIOT : 0100306957
- Régime : Néant

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les agents du service technique de la mairie d'Excideuil ont stocké, sur un terrain communal jouxtant le lotissement La Tuilière, des feuilles sèches ramassées sur les places publiques de la commune et des plants de chrysanthèmes.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	stockage de déchets verts	Code de l'environnement du 28/01/2026, article R.511-9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Ce dépôt n'est pas une installation classée pour la protection de l'environnement.

Cependant, il est rappelé que ce n'est pas parce qu'un terrain nous appartient que l'on a le droit d'y entreposer ou d'y faire ce que l'on souhaite.

De plus, l'entreposage de déchets même en petite quantité peut être assimilé à un trouble visuel anormal de voisinage condamnable par la justice.

Pour rappel, conformément à l'article L.541-2 du code de l'environnement, tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers.

Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.

L'article L.541-1-II Alinéa 3 du même code précise que, la gestion des déchets se fait sans mettre en danger la santé humaine et sans nuire à l'environnement, notamment sans créer de risque pour l'eau, l'air, le sol, la faune ou la flore, sans provoquer de nuisances sonores ou olfactives et sans porter atteinte aux paysages et aux sites présentant un intérêt particulier.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : stockage de déchets verts

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/01/2026, article R.511-9	
Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature des installations classées	
Prescription contrôlée :	
Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes	
Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :	

l'installation étant :	
1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³ ;	Enregistrement
2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³ .	Déclaration soumis à contrôle périodique

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté un dépôt de déchets verts (des feuilles) et des plants de chrysanthèmes.

Pour pouvoir considérer ce dépôt de déchets verts comme une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes, il faut que le volume présent sur le site soit supérieur à 100 m³.

Pendant sa visite, l'inspection a estimé que les déchets verts s'épalaient sur environ 100 m² et sur une hauteur de 0.50 m. Ce qui correspond à un volume maximum de 50 m³.

Ce stockage de déchets non dangereux et non inertes n'est donc pas une installation classée pour la protection de l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite